

le chiffre du jour

2,5% Les bourses universitaires vont être revalorisées à hauteur de 2,5 % au lieu de 1,5 % prévu afin de « rattraper la baisse de pouvoir d'achat des étudiants », a annoncé hier, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.

Sarkozy innove pour son premier 14-Juillet

« Concert de la Fraternité » avec Polnareff et des chanteurs européens en vedette, « mise à l'honneur » d'anonymes au « comportement exemplaire », abandon du traditionnel entretien télévisé comme il était de tradition depuis la présidence Mitterrand : Nicolas Sarkozy veut innover pour son premier 14-Juillet. En revanche, le président s'exprimera sur les institutions le 12 juillet, à Epinal.

(Olivier Laban-Mattei/AFP)



Villepin n'échappera sans doute pas à la justice

CLEARSTREAM Le domicile de l'ex-Premier ministre longuement perquisitionné hier

Les poursuites judiciaires contre Dominique de Villepin dans l'affaire Clearstream semblent désormais inévitables après une expertise accablante de l'ordinateur du général Philippe Rondot, suivie hier, d'une perquisition au domicile de l'ancien chef du gouvernement.

Les deux magistrats du pôle financier de Paris en charge de l'affaire, Jean-Marie d'Huy et Henri Pons, ont quitté leur bureau en début d'après-midi accompagnés d'un membre du parquet et de deux enquêteurs de la police financière, dont un commissaire. Ils se sont rendus au domicile de Dominique de Villepin près du parc Monceau (XVII^e), à Paris. L'ancien Premier ministre s'est défendu hier, en dénonçant les « accusations infondées » selon lesquelles il aurait cherché à mettre en cause Nicolas Sarkozy. Il souhaite « maintenant disposer du statut de témoin assisté » pour pouvoir se défendre.

« Balancer Nicolas Sarkozy »

Mercredi, le général Philippe Rondot, ex-conseiller du ministre de la Défense, témoin clé dans cette affaire, a été entendu pendant une dizaine d'heures sur les notes contenues dans son ordinateur et révélées par l'expertise du 27 juin. Selon une source proche du dossier, le militaire aujourd'hui à la retraite a confirmé que, dans ses notes, il a bien rapporté des propos tenus par l'ancien vice-président d'EADS, Jean-Louis Gergorin et l'ex-cadre du géant aéronautique Imad Lahoud, tous deux mis en examen dans le dossier. Ces propos mettent en cause les deux anciennes têtes de l'exécutif :



selon leurs auteurs, Dominique de Villepin aurait conseillé à Jean-Louis Gergorin fin avril 2004, sur instruction du chef de l'Etat (Jacques Chirac), de livrer les listings à la justice. Dans ces fameux listings, les noms de personnalités, dont Nicolas Sarkozy, à l'époque candidat probable à la présidence de la République, sont désignés à tort comme ayant touché des pots-de-vin.

Parmi ces propos consignés soigneusement par le général Rondot sur son ordinateur au printemps 2004 figure notamment la phrase entendue de la bouche d'Imad Lahoud : « Jean-Louis Gergorin aurait reçu instruction de Do-

minique de Villepin, elle-même formulée par le président de la République, de « balancer » Nicolas Sarkozy. »

En outre, en décembre 2006, Villepin avait été entendu par les juges comme simple témoin. Il avait alors rejeté toute implication dans le dossier. « Aucune action n'a été menée en liaison avec de prétendues instructions du président de la République », avait-il notamment indiqué.

30 000 pages de notes extraites de l'ordinateur

Hier après-midi, les juges devaient entendre Imad Lahoud, vraisemblablement sur les dernières trou-

Les relents d'une rivalité

La mise en cause de Dominique de Villepin, et plus indirectement celle de Jacques Chirac, par de nouveaux éléments dans l'affaire Clearstream rappelle les épisodes les plus sombres de la bataille pour l'Elysée entre l'ancien Premier ministre et Sarkozy.

Une lutte sans merci

Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, s'est constitué partie civile pour dénonciation calomnieuse après avoir été fausement accusé de posséder des comptes bancaires à l'étranger, transformant ainsi ce dossier en affaire d'Etat. L'affaire aura illustré et dévoilé au grand jour la lutte sans merci que se livraient alors Villepin et Sarkozy, dans la perspective notamment de la présidentielle de 2007, même si les deux hommes ont toujours cherché à donner le change. En arrière-plan, la figure tutélaire de

Jacques Chirac, « parrain » en politique de Dominique de Villepin après avoir été celui de Nicolas Sarkozy. Mais l'ancien président a d'ores et déjà fait savoir aux juges qu'il refuserait de témoigner « sur des faits accomplis ou connus durant son mandat », comme l'affaire Clearstream.

Nicolas Sarkozy, instruit par l'échec d'Edouard Balladur en 1995, qui l'avait lui-même plongé dans la disgrâce chez les chiraquiens, avait patiemment tissé sa toile pour s'emparer sans coup férir de l'UMP, le grand parti de droite dont la création avait pourtant été voulue par Jacques Chirac.

Une fois le parti et ses élus rangés derrière lui, la position était devenue quasi-inexpugnable pour Villepin très fragilisé après l'échec du Contrat première embauche, sur lequel Sarkozy avait pris soin de conserver ses distances.

vaillances des experts mais l'audition a été annulée et reportée au 19 juillet.

Ils avaient également programmé le même jour l'audition de Jean-Louis Gergorin. Celle-ci, qui pourrait se révéler décisive, sera conduite ultérieurement car les deux avocats de l'intéressé, M^{rs} Paul-Albert Iweins et Thierry Dalmasso, pris par d'autres impératifs, se sont fait excuser.

Désormais, les magistrats devraient chercher à faire confirmer par Lahoud et Gergorin le contenu de l'expertise.

Cette expertise informatique a mis au jour trente-neuf fichiers effacés de l'ordinateur du général Ron-

dot correspondant à trente mille pages de notes et divers courriers, dont certains étaient déjà connus. L'ensemble représente une dizaine d'années d'affaires que le spécialiste du renseignement a eu à traiter.

Parmi les fichiers, les juges en ont versé deux au dossier, les autres, sans rapport avec Clearstream, ont été placés sous scellés. Les notes révélées mercredi soir dans la presse figurent dans les deux fichiers retrouvés par l'expert. Imad Lahoud, qui s'est exprimé sur RTL hier soir, a démenti « formellement » être l'auteur des propos que lui a prêtés le général Rondot dans ses notes.

■ parlement

Psychodrame au PS : Lang claque la porte du groupe



(Eric Fefenberg/AFP)

Les tensions s'aiguisent au LPS, destabilisé par la politique d'ouverture de Nicolas Sarkozy, avec comme dernier psychodrame la décision qu'a prise hier, Jack Lang de boycotter son groupe au Parlement.

Le volonté réitérée du Premier ministre François Fillon d'inclure « des membres du Parti socialiste » dans une commission gouvernemen-

taile chargée de faire des propositions pour la réforme des institutions a mis le feu aux poudres. Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée, est monté au créneau pour interdire à Jack Lang, dont le nom circulait parmi les membres éventuels de cette commission, d'y prendre part. Si le président de la République veut consulter sur la réforme

des institutions ce serait « une bonne chose », mais dans ce cas il y a « une règle de base, le Parlement », a-t-il argué en plaçant pour une commission parlementaire dans laquelle le PS désignerait ses représentants.

Jean-Marc Ayrault a prévenu le député du Pas-de-Calais que s'il se lançait dans « une aventure individuelle » en participant à une commis-

sion gouvernementale il ne serait « plus membre à part entière » du groupe PS. Piqué au vif, l'ancien ministre de la Culture a claqué la porte. « Les propos que tu as tenus à mon sujet ne sont pas dignes. J'ai pris la décision de ne plus participer aux réunions du groupe socialiste aussi longtemps que tu le présideras avec de telles méthodes », a-t-il écrit à Ayrault.



(Frank Perwé/AFP)